



La démocratie et la République ont gagné ! Les exigences sociales doivent être entendues !

La mobilisation citoyenne a déjoué le scénario catastrophe d'Emmanuel Macron qui, par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, a créé le chaos et déroulé le tapis rouge au Rassemblement National. Une large majorité d'électeurs et d'électrices ont clairement exprimé leur refus de donner les clés du pays à l'Extrême droite. Le Nouveau Front Populaire, porteur d'un programme prévoyant notamment l'augmentation des salaires et des pensions, l'abrogation de la réforme des retraites et l'investissement dans nos services publics, est arrivé en tête. Espagne, Portugal, Grande-Bretagne et maintenant la France : les réactionnaires sont battus sur la base d'attentes sociales fortes. En Europe, le choix est désormais clair : progrès social ou fascisme, le libéralisme n'est plus une alternative. Le président de la République a été sévèrement sanctionné. Il a été totalement irresponsable en tentant jusqu'au bout de mettre dos à dos l'Extrême droite avec la gauche, contribuant ainsi à la légitimation du Rassemblement National et de son idéologie. Heureusement, la majorité des organisations syndicales, la société civile, la jeunesse et les partis politiques républicains ont pris leurs responsabilités. Fidèle à son histoire, la CGT a continué de rappeler très fermement que le Rassemblement National est toujours un parti raciste, antisémite, homophobe, sexiste et violent et qu'il ne doit jamais être considéré comme un parti comme les autres. La CGT demande solennellement à Emmanuel Macron de respecter le choix des urnes et d'appeler à la formation d'un nouveau gouvernement autour du programme du Nouveau Front Populaire qui est arrivé en tête. Au-delà, les leçons doivent être tirées en profondeur pour contrer la progression continue du Rassemblement National, qui a obtenu un nombre de député·es record.

Les exigences sociales doivent être entendues : le travail doit permettre de vivre dignement et les services publics doivent être développés dans tous les territoires. Pas question que le patronat, qui a brillé par sa complaisance envers l'Extrême droite, ait encore gain de cause. Il faut rassembler le pays qui a été clivé de façon très violente et lutter avec détermination contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie. Il faut aussi renforcer les obligations déontologiques et l'indépendance des médias actuellement dans les mains de quelques milliardaires. Le sursaut populaire citoyen ne doit pas s'arrêter, il doit s'organiser dans la durée. Depuis les élections européennes, des milliers de salarié·es et retraité·es ont fait le choix de se syndiquer à la CGT. Cette dynamique doit s'amplifier pour permettre aux travailleuses et travailleurs de reprendre le pouvoir sur leur travail et leur vie. Partout dans les territoires, la CGT va rencontrer les député·es républicains pour porter les exigences du monde du travail. La CGT va réunir ses instances de direction pour décider de toutes les initiatives nécessaires et échanger avec l'intersyndicale et les associations pour continuer à avancer dans l'unité la plus large.

Montreuil, le 8 juillet 2024